

Invitation à la Conférence syndicale internationale à Berne le 1er octobre 1917

Autor(en): **Schneeberger, O. / Dürr, Charles**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **9 (1917)**

Heft 7

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-383171>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

REVUE SYNDICALE

SUISSE

Organe de l'Union suisse des Fédérations syndicales

Abonnement: 3 fr. par an
Pour l'Étranger: Port en sus
Abonnem. postal, 20 cent. en sus

Rédaction: Secrétariat de l'U. S. F. S. Par intérim: G. Heymann
Téléphone 1808 ○ ○ ○ Kapellenstrasse 6 ○ ○ ○ Compte de chèques N° III 1366
◇ ◇ ◇ ◇ ◇ ◇ ◇ ◇ ◇ ◇ ◇ ◇ Parait tous les mois ◇ ◇ ◇ ◇ ◇ ◇ ◇ ◇ ◇ ◇ ◇ ◇

○ Expédition et administration: ○
Imprim. de l'Union, Berne
○ ○ ○ Kapellenstrasse, 6 ○ ○ ○

SOMMAIRE:

	Pages		Pages
1. Invitation à la conférence syndicale internationale à Berne	61	3. Congrès de la Fédération ouvrière suisse	65
2. A propos de la revision des statuts de l'Union suisse des fédérations syndicales	62	4. Dans les fédérations	67
		5. Mouvement syndical international	67
		6. Divers	68

INVITATION

à la

Conférence syndicale internationale à Berne le 1^{er} octobre 1917

La conférence qui avait été convoquée pour le 8 juin à Stockholm, par la Centrale syndicale hollandaise, ne pouvait avoir le succès que lui souhaitaient tous les amis d'une entente entre les syndicats. Le délai de convocation était trop court, si bien que la discussion préalable des questions présentées devenait impossible. Nous-mêmes, nous nous sommes prononcés contre, parce que nous étions d'avis qu'il fallait d'abord écarter tous les obstacles qui entravaient une convocation.

La conférence de Stockholm du 8 juin, à laquelle la Hollande, le Danemark, la Suède, la Norvège, la Finlande, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie étaient représentés, ne put donc pas liquider le programme qu'elle s'était tracé. Il fut décidé de convoquer une nouvelle conférence en Suisse pour le 17 septembre, et on exprima le vœu de voir toutes les centrales nationales y prendre part.

Nous nous réjouissons que la conférence de Stockholm a repris le premier projet qui prévoyait une conférence en Suisse, et qu'elle ait prévu une date qui donnera la possibilité d'une participation de toutes les centrales.

Si l'on a constaté à Stockholm que des raisons techniques ont empêché la réussite de la conférence, il nous est permis d'informer les camarades qu'il nous a été possible de ramener le contact et que de ce fait la situation est claire.

La Confederazione Generale del Lavoro à Milan a déclaré par lettre de son secrétaire Rigola, datée du 19 mai, qu'elle participerait à une conférence syndicale internationale convoquée par la Suisse, si les représentants des deux groupes

d'États consentaient à y prendre part. La Confédération Générale du Travail à Paris a informé, le 4 juin, par son secrétaire Jouhaux, qu'elle était prête à participer à une conférence internationale convoquée par la Suisse, et elle propose en même temps d'inviter aussi les organisations qui, jusqu'ici, n'adhéraient pas à l'U. S. I., tels que le Comité parlementaire anglais, les Tchèques et les Russes.

Nous ne doutons pas de la participation de l'Espagne et de l'Amérique. Les Anglais sont encore indécis; cependant, après avoir reçu une lettre datée du 9 mai, nous n'avons aucune raison de croire qu'ils s'abstiendront seuls de participer à la conférence. Les autres pays du groupe de l'Entente se conformeront certainement aux décisions des grands États. Les Centrales nationales des pays centraux ont déjà assuré l'année dernière qu'elles adhèreraient à une conférence, et les neutres ne manqueront naturellement pas de donner aussi leur adhésion.

Le comité de l'Union suisse des fédérations syndicales croit, ainsi que le démontre la décision de Stockholm, que pour ce qui concerne la date de la conférence, une petite modification devrait avoir lieu, du fait qu'il faut tenir compte des difficultés de voyager actuellement. C'est ainsi qu'il fut décidé, après un mûr examen, de convoquer la Conférence syndicale internationale à Berne, pour le lundi 1^{er} octobre.

Les points suivants sont prévus à l'ordre du jour: 1° Constitution et siège de l'U. S. I. 2° Propositions des syndicats internationaux au Congrès de la Paix. Le comité est d'avis que la discussion d'affaires politiques devra être exclue des débats.

Les centrales nationales peuvent envoyer chacune 10 délégués, cependant chaque pays n'a droit qu'à une seule voix au vote. Les propositions pour la conférence sont à envoyer au comité de l'Union suisse des fédérations syndicales.

Nous enverrons des invitations écrites à toutes les centrales nationales qui nous sont connues, mais nous prions de considérer cependant cette publication comme invitation officielle, car il se pourrait que nos lettres remises à la poste ne parviennent pas aux destinataires.

Nous espérons que notre invitation sera bien accueillie par toute la classe ouvrière syndiquée, et que des représentants de tous les pays et de tous les Etats belligérants se rencontreront le 1^{er} octobre 1917 pour effectuer un travail de paix et pour concourir à une œuvre qui ramènera les peuples à la prospérité.

Berne, le 21 juin 1917.

Pour le Comité

de l'Union suisse des fédérations syndicales,

Berne, Kapellenstrasse, 8:

Le président,

Le secrétaire,

O. Schneeberger.

Charles Dürr.

P. S. La presse ouvrière est priée de reproduire cette invitation.



A propos de la revision des statuts de l'Union suisse des fédérations syndicales

Le congrès de l'Union des fédérations syndicales, convoquée pour la seconde semaine du mois de septembre à Berne, aura à s'occuper de la revision totale des statuts. Nous remarquons cependant qu'il ne s'agit pas d'entrer dans une nouvelle période de réorganisation et de discuter de la forme de cette réorganisation. Les statuts résultant du programme de réorganisation de 1908 ont donné, en général, ce que nous pouvions attendre d'eux, et le cours que notre mouvement a pris, ainsi que son développement, prouvent que l'organisation actuelle est conforme, non seulement à l'intérêt des fédérations syndicales, mais aussi au mouvement ouvrier en général.

Par contre, on ne peut contester que précisément sous l'influence de la guerre, les tâches de l'Union des fédérations syndicales se sont amplifiées; la concentration des forces a fait des progrès et le danger d'un conflit entre les intérêts opposés s'est accru dans une plus grande mesure qu'on ne l'aurait cru possible autrefois.

D'un côté, la centralisation des forces fait des progrès dans les fédérations syndicales, de l'autre l'importance des associations syndicales locales devient de plus en plus grande.

Les fédérations syndicales qui adhèrent à l'Union deviennent toujours plus nombreuses. Des organisations, dont l'adhésion paraissait impossible il y a peu d'années, appartiennent main-

tenant à la centrale nationale, d'autres s'occupent sérieusement de la question de leur entrée.

Il nous semble aujourd'hui impossible qu'une fédération, se maintenant sur le terrain du mouvement ouvrier moderne, reste hors des rangs de l'Union des fédérations syndicales. On a désormais reconnu qu'une action commune était nécessaire dans toutes les questions qui ne concernent pas des intérêts spéciaux de profession ou de fédération. Aucun ouvrier syndiqué ne conteste le fait que toutes les organisations syndicales sont liées entre elles par des intérêts communs, et que le développement d'un syndicat s'affirme surtout quand tous ont une période de prospérité, comme tous souffrent quand l'un d'eux est dans l'adversité.

La place que chaque fédération doit prendre dans l'Union, la précision, dans la mesure du possible, des tâches incombant à la centrale nationale, voilà le but que poursuivent les statuts de l'Union des fédérations syndicales. Après une pratique de neuf années, les expériences ne manquent pas. Là où des défauts se sont fait sentir et où des froissements ont lieu, il faudra apporter les modifications nécessaires, de façon à en éviter le retour. Les mêmes arguments sont valables pour le côté technique de l'organisation que l'on conforme généralement aux besoins, mais qui doit recevoir une certaine ligne de direction dans les statuts.

Le nouveau projet de statuts, qui a déjà été discuté par le comité et la commission syndicale, est ajouté au présent numéro de la *Revue syndicale*. Les fonctionnaires des syndicats et les comités sont priés de veiller à ce que ce projet soit conservé et discuté dans leur organisation, des livraisons supplémentaires ne devant plus être faites.

* * *

Pour autant qu'il ne s'agit pas de choses tout à fait évidentes, on nous permettra de donner les explications suivantes sur les différents articles.

L'article premier n'est pas nouveau, abstraction faite d'une modification rédactionnelle indiquant que des organisations individuelles peuvent aussi adhérer à l'Union des fédérations syndicales s'il n'existe pas d'organisation centrale pour les membres leur appartenant. Cette innovation paraît peut-être superflue à première vue, mais il a été démontré que réellement, pour certaines professions — et il en est toujours de nouvelles — il n'existe aucune organisation centrale et qu'elle ne pourrait être créée qu'avec beaucoup de difficultés. La question de savoir si ces organisations locales ne pouvaient pas être jointes à des organisations centrales existantes, a quelquefois donné lieu à des débats très intéressants, mais